

L'Humanité *rouge*



*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 395
mardi 23 décembre 1975

SOUVENIRS VIVANTS DU CAMARADE KANG CHENG Par Jacques Jurquet

Le décès du camarade Kang Cheng nous émeut profondément et sa vie de combattant communiste exemplaire nous inspirera toujours au cours des luttes révolutionnaires prolongées qui sont devant nous.

Nous avons eu le privilège exceptionnel de rencontrer le camarade Kang Cheng, de nous entretenir avec lui à plusieurs reprises, d'écouter ses avis et les références qu'il faisait à l'expérience du Parti communiste chinois.

Nous l'avons rencontré pour la première fois en 1964 et pour la dernière fois en 1970. Depuis lors, à chaque visite en Chine d'une délégation des communistes marxistes-léninistes de France nous demandions de ses nouvelles et lui-même nous faisait transmettre ses salutations. Nos hôtes chinois nous avaient informés qu'il souffrait d'une grave maladie.

A l'époque où nous avons eu des entretiens avec le camarade Kang Cheng, il travaillait de dix-huit à vingt heures chaque jour. Il a accompli inlassablement ses tâches de militant et dirigeant communiste fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée maotse-toung pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne et sans doute est-ce dans cette période qu'il est allé au-delà de ses forces physiques, ne redoutant aucun sacrifice.

Il faisant preuve d'une extrême modestie, nous écoutait longuement, savait discerner avec sûreté et rapidité le point précis sur lequel nous n'avions pas encore les idées claires. Et comme tous les membres du Parti communiste chinois, jamais il n'attirait notre attention sur ces points sans souligner qu'il entendait ne pas s'ingérer dans nos affaires, ni donner quelque conseil qui aurait eu l'allure d'une directive. Au contraire en évoquant des problèmes spécifiques de son propre parti, il nous aidait à découvrir par nous-mêmes nos propres problèmes et nous conduisait ainsi vers une meilleure compréhension politique.

Il ne craignait pas l'autocritique. Une fois il en présenta une devant nous, pendant la Révolution culturelle, parce que les camarades qui s'occupaient de nous n'avaient pas, selon lui consacré suffisamment de temps à l'étude des questions que nous soulevions. La réalité était que ces camarades et lui-même travaillaient trois fois plus que nous-mêmes, et devant l'humilité du camarade Kang Cheng, nous étions plus que confus. Il nous donna là, par son exemple, une très grande leçon sur le plan idéologique.

(Suite page 8)

VIENNE : L'ATTAQUE CONTRE L'OPEP

Une opération contre le tiers monde

Le chancelier autrichien Kreisky a annoncé, à 1 h 20 lundi qu'un accord était intervenu avec le commando retranché dans les locaux de l'OPEP.

Aux termes de cet accord, qui a reçu l'approbation du gouvernement de Vienne et des ambassades des pays concernés, les terroristes et leurs otages — essentiellement les chefs des délégations ministérielles et un certain nombre de leurs adjoints — quitteront le secrétariat de l'OPEP à 7 heures locales pour l'aéroport de Shwechat, d'où un avion décollera une heure plus tard.

Le commando et les otages gagneront l'Algérie.

Les employés de l'OPEP de nationalité autrichienne ou étrangère retenus comme otages seront libérés.

Le chancelier a d'autre part précisé que les ministres de l'OPEP ont donné leur accord par écrit à cette solution.

Enfin le chef du gouvernement autrichien, dressant le bilan de l'attaque, a confirmé le chiffre de trois morts initialement donné, indiquant que deux Autrichiens figuraient parmi les victimes.

(Suite page 8)

CÉRÉMONIE A PÉKIN EN SOUVENIR DU CAMARADE KANG CHENG

Les drapeaux étaient en berne dans toute la Chine dimanche à l'occasion d'une cérémonie à la mémoire du camarade Kang Cheng, vice-président du Parti communiste chinois, récemment décédé.

Le président Mao Tsé-toung, ainsi que le vice-président Chou En-lai et le Comité central du Parti communiste chinois avaient fait envoyer des couronnes à la cérémonie, à laquelle des dirigeants régionaux et 5 000 représentants de divers milieux ont assisté. Elle était présidée par Wang Hong-wen, vice-président du Parti communiste chinois.

Dans un discours, le vice-président Yen Chien-ying a rendu hommage à la contribution exceptionnelle de Kang Cheng à la consolidation et au développement du Parti communiste chinois. Il a souligné que Kang Cheng était un combattant révolutionnaire résolu, aimé par tout le pays.

Au sommaire

- Grève surprise des postiers de Paris-Brune p. 3
- Albanie : que s'est-il donc passé à Kemishtaj ? p. 4
- Angola : sommet extraordinaire
de l'OUA, début janvier p. 6
- 150 travailleurs en grève à Renault-Billancourt p. 8



RHONE-POULENC INDUSTRIES—SOVIREL

CHOMAGE, REPRESSION : UNE MÊME POLITIQUE A COMBATTRE

A travers tous les arguments économiques et politiques avancés par le pouvoir et le patronat pour se «justifier», il est souvent difficile d'y voir clair et pour cause...

Il est pourtant très important de connaître la plus précisément possible la situation afin de mieux combattre en utilisant les points faibles de l'adversaire.

Au début de l'année le gouvernement prétendait enrayer la montée du chômage. Il accusait ceux qui annonçaient plus d'un million de chômeurs, alors qu'aujourd'hui le chiffre de 1 500 000 n'est qu'une estimation, car avec le chômage partiel il est largement dépassé, et à Rhône-Poulenc précisément avec les 36 heures au lieu de 40.

UN PATRON

«MALHEUREUX»...

La direction de Rhône-Poulenc Industries souligne : «actuellement une augmentation des charges d'exploitation, particulièrement en raison de la hausse des coûts des matières premières et de la dégradation des prix de vente en France et sur les

marchés extérieurs où la concurrence est très vive».

... QUI S'EN MET PLEIN LES POCHES

Renaud-Gillet, PDG de Rhône-Poulenc, dans une note interne aux cadres No 51, dit : «La garantie de l'emploi ne peut s'inscrire que dans une perspective de croissance ; elle ne peut être maintenue dans les circonstances actuelles de décroissance. Il s'agit de redresser notre rentabilité et toute une série d'actions devront être entreprises au niveau des divisions : augmentation des prix de vente».

Renaud-Gillet y annonce également que les «résultats financiers attendus du chômage partiel ont déjà donné des économies de 50 millions de francs pour trois mois». «Il n'y a pas de solution globale : ce n'est que par une série de mesures de cette importance que l'on arrivera à réduire nos dépenses et améliorer notre situation». (Rhône-Poulenc actualités No 51).

Voilà la réalité qui confirme bien que Rhône-Poulenc Industries profite

de la crise pour en appeler à la solidarité entre patrons et salariés, pour se restructurer en diminuant les salaires, les effectifs, et améliorer sa rentabilité sur le dos des travailleurs.

Mais le «géant» de la chimie est faible devant les luttes ouvrières. C'est ce qui a déjà fait annuler le chômage partiel à Chalampé, c'est aussi pour cette raison que nous assistons à une accentuation brutale de la répression antisyndicale et anti-ouvrière dans tout le trust. C'est bien une preuve de faiblesse et non de force.

SOVIREL : ACTION CONTRE LA REPRESSION PATRONALE

Le chômage partiel n'a pas épargné Sovirel (usines de traitement du verre qui fait partie du trust américain «Corning Work Glass»).

Depuis février 1975, provoquant des conflits successifs, les travailleurs revendiquent le retour à l'horaire normal. Le 18 septembre, la direction annonçait la suppression de 180 postes. Face à cela les travail-

leurs réagissent et à Bagneaux les usines étaient occupées ; des actions de solidarité se déroulaient à Chateauroux, Aniche et Levallois.

Devant la détermination de lutte des travailleurs, la direction acceptait de surseoir jusqu'au 31 janvier aux licenciements.

Cependant le 9 décembre, un délégué CFDT de l'usine de télévision de Bagneaux se voyait infliger une mise à pied de 8 jours. En sanctionnant, un mois après, un délégué très représentatif de l'ensemble des travailleurs pour un motif inacceptable, la direction montre qu'elle vise l'action syndicale menée par celui-ci. Ce militant avait participé du 15 au 18 novembre à l'occupation de son usine... Le 9 décembre, les travailleurs de Bagneaux débrayaient et demandaient l'annulation de la sanction. Le 11 décembre, une journée d'action avec grève de 8 heures avait lieu. A cette occasion, les travailleurs ont rappelé qu'ils se battraient contre la répression antisyndicale mais qu'ils restaient également mobilisés contre les licenciements, le chômage partiel et le démantèlement de Sovirel.

A NOS CORRESPONDANTS

Ce sur quoi nous voulons ici insister, c'est la nécessité d'envoyer des articles courts, avec des informations prises sur le vif et venant du lieu même où se déroule l'événement.

Le plus souvent lorsque nous recevons de longs articles, c'est que notre correspondant y relate des événements datant de 3, 4, 7, 8 semaines, voire plusieurs mois. En particulier, il est d'un grand intérêt de tirer des leçons d'une lutte lorsque celle-ci est terminée. Mais ils ne sont pas suffisants.

L'une des principales différences qui existent entre notre ancienne «Humanité rouge» hebdomadaire et l'actuel quotidien, c'est que ce dernier permet de répondre du tac au tac, d'être présent dans l'événement journalier.

S'il est un «hebdomadaire paraissant tous les jours» s'il n'est pas un vrai quotidien, il remplira mal ses tâches nouvelles. C'est pourquoi nous devons changer de conception quant à la façon de faire des articles. Nous devons privilégier les articles courts, pris sur le vif, donnant des informations avec peu de commentaires. Déjà au cours de certaines luttes des camarades ont pro-

cedé de cette façon, qui téléphonaient tous les jours pour nous donner les dernières nouvelles : c'est-à-dire la préoccupation de «coller à l'actualité».

Par ailleurs, il ne nous est pas possible de passer intégralement les correspondances longues. Il nous faut donc couper, résumer, condenser certains passages. Cela a deux inconvénients : premièrement cela prive le lecteur de détails au demeurant intéressants et parfois pleins d'enseignements concrets mais qu'il serait trop long d'exposer ; deuxièmement cela peut amener à des erreurs, en résumant, le camarade rédacteur peut changer le sens d'une phrase, en coupant il peut passer sous silence un élément d'importance, etc. Il est déjà arrivé que des articles comportaient des inexactitudes à cause de trop grosses coupures. De même que peuvent être sources d'erreur, et que sont sources de nombreuses difficultés pour les camarades dactylos, les lettres mal écrites. Alors que les articles dactylographiés ou bien écrits facilitent le travail et font gagner beaucoup de temps.

Alors, lecteurs, amis, camarades, prenez vos plumes, souvent.

Permali (Nancy)

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS CONTRE LA MUTATION D'UN DELEGUE

Une fois de plus, la lutte a payé : face au patron de l'usine Permali à Nancy, qui voulait muter un délégué CFDT actif, le déqualifiant de fait, les travailleurs ont réagi immédiatement à cette mesure en débrayant pour exiger que ce délégué soit remis à son poste de travail. Devant l'ampleur que prenait le mouvement, le patron a dû céder tout de suite.

Dans cette usine, il y avait le chômage partiel, les tentatives du patron pour faire rattraper les jours chômés par les journées de grève de l'EDF, et le mécontentement grandissant, la volonté de

lutte aussi. Isoler les travailleurs combattifs, s'appuyer sur quelques dirigeants CGT, qui voulaient s'en tenir à déposer une motion de protestation auprès du comité d'entreprise en précisant qu'ils ne voulaient pas se lancer dans une action «minoritaire, et d'irresponsables», c'est la tactique habituelle de la répartition des tâches pour saper la combativité des travailleurs.

Mais la lutte s'est engagée, les dirigeants CGT se sont fait isoler, le patron a dû céder.

Marseille

Au cours d'un meeting

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX DENONCENT LEUR TRAVAIL

Dans le cadre de la lutte qui se déroule à l'école d'éducateurs de Marseille, le syndicat départemental CFDT-enfance inadaptée et l'Union départementale CFDT ont organisé un meeting le 12 décembre 1975.

Ce meeting a rassemblé 400 personnes essentiellement des travailleurs sociaux (assistants sociaux, éducateurs, moniteurs, travailleuses familiales, animateurs, etc.) mais aussi des travailleurs d'autres secteurs.

Les interventions à la tribune ont montré le vrai visage du tra-

vail social : au service du capital, et la répression qui s'abat sur les travailleurs sociaux qui dénoncent dans leur travail le rôle de réparateur et d'encadrement qu'a le travail social sur la classe ouvrière.

Il a été rappelé que les travailleurs sociaux restent des salariés qui se battent aussi sur leurs propres revendications et qu'ils refusent comme les autres travailleurs de faire les frais de la «crise».

Correspondant HR.



CONDITIONS DE TRAVAIL DEPLORABLES AU TRANSBORDEMENT

GREVE SURPRISE DES POSTIERS DE PARIS. BRUNE

Le jeudi 18 décembre, mettant à profit un préavis de grève déposé dans le cadre de la «semaine d'action» bidon du 15 au 19 décembre, les travailleurs du transbordement de la brigade A refusent de prendre leur service. Cette action est décidée à la suite de discussions qui font apparaître chez les postiers leur refus de continuer à travailler dans les conditions actuelles comme de voir leur combativité et leurs revendications dévoyées dans des «journées nationales d'action» bidons.

Les dirigeants révisionnistes de la CGT, mis devant le fait accompli par les préposés acheminement du transbordement, tentent de noyer le poisson au cours d'une réunion générale au local intersyndical. Devant la détermination des grévistes, ils n'y arrivent pas. Les travailleurs constituent des groupes de discussion ; quant aux bureaucrates, ils disparaissent de la circulation pour préparer leurs motions et discours au sujet de la manifestation PCF-PS-CGT-CFDT mystificatrice, qui n'a pour but que de relancer l'Union de la gauche moribonde. Certains révisionnistes bien connus tentent de diviser le personnel : ils font état de soi-disant contradictions entre les préposés acheminement et les agents des salles de tri. Les travailleurs ne tombent pas dans le

panneau et répondent en citant des exemples concrets de solidarité entre les différents chantiers.

Leurs manœuvres mises en échec, les révisionnistes reviennent à la charge au cours d'une assemblée générale de toute la brigade A, convoquée au transbordement. Lais interminables sur les soi-disant «semaines d'action» et «mouvements nationaux». Mais pas un mot sur le mouvement déclenché au transbordement. Les travailleurs sont révoltés. Ils réclament la parole et applaudissent un intervenant qui exige qu'elle leur soit donnée. Un des postiers, parlant au nom de ses camarades, rappelle leurs revendications :

- mesures de lutte contre le froid, les courants d'air et l'humidité, et contre le bruit des convoyeurs,
- installation d'un système d'évacuation des gaz d'échappement,
- réfection et aménagement du chauffoir, avec possibilité d'y chauffer ses repas,
- cessation des pressions, intimidations et brimades de la part de certains encadrants.

L'intervention est chaleureusement applaudie.

Une délégation est alors organisée auprès du chef de centre. Toute l'assemblée générale accompagne les délégués jusqu'à la porte du patron et occupe le hall

jusqu'à leur sortie. Au cours de cette audience, les bureaucrates révisionnistes «tremblaient et li-saient en bégayant leurs motions bidons». Les travailleurs du transbordement membres de la délégation ont été les seuls à défendre fermement leurs revendications devant le chef de centre. Malgré les promesses de celui-ci, le transbordement reste en grève tout le reste de la journée.

Les postiers du transbordement savent que cette action n'est qu'un premier pas vers la satisfaction de leurs légitimes revendications. Ils n'ont aucune confiance dans les promesses du chef de centre. Ils se méfient à juste titre des manœuvres des révisionnistes prêts à les trahir.

Ce débrayage parti de la base prouve que les travailleurs sont de plus en plus convaincus de la

Mulhouse-gare (Haut-Rhin) GREVE DU CENTRE DE TRI

Les manutentionnaires du centre de tri de Mulhouse-gare sont en grève illimitée depuis vendredi 19 décembre pour obtenir de meilleures conditions de travail. Ils entendent poursuivre l'action jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

nécessité de compter d'abord sur leurs propres forces pour lutter classe contre classe.

Correspondant HR.

LA ROCHE-SUR-YON

Malgré l'ordre d'expulsion les travailleurs de chez Esswein ne céderont pas

Les 1 350 travailleurs de chez Esswein-Thomson à la Roche-sur-Yon en Vendée en sont à leur troisième semaine de grève et occupent leur usine depuis le 11 décembre. Cette lutte a d'autant plus d'importance qu'elle se situe dans une ré-

gion où en ce moment plusieurs entreprises devraient fermer leurs portes venant grossir le lot des chômeurs déjà important.

Le 2 décembre, le débrayage du service de presse (une cinquantaine de personnes) s'est vite propagé aux chaînes de fabrication des lave-linge et des lave-vaisselle (plusieurs centaines d'ouvriers) pour exiger une augmentation uniforme pour tous égale à 10 % du salaire moyen, la 5^e semaine de congés payés, une diminution des cadences, le paiement de la prime d'ancienneté sur le salaire net, l'application de l'accord d'entreprise de 1969 sur les récupérations des jours chômés.

Suite à des pressions multiples de la direction auprès des travailleurs pour les obliger à récupérer des jours chômés (envoi de lettres individuelles), elle utilise les signatures de certains non grévistes pour assigner en référé 11 délégués syndicaux et délégués du personnel pour faire évacuer les grévistes de l'usine.

Aussitôt une manifestation des travailleurs de la Roche-sur-Yon a été organisée pour soutenir les grévistes (environ 800 personnes).

Le jugement a été rendu le 17 et ordonne l'expulsion, mais l'avis du préfet doit être entendu.

Les travailleurs de chez Esswein ne sont pas disposés à céder.

ECHOS

ST-MALO :

Liquidation d'un chantier naval

Mercredi 17 décembre, le tribunal naval de St-Malo confirmait la liquidation du chantier naval de la SICCNA.

Début 1975, la SICCNA avait ses carnets de commandes bien remplis (une commande de 13 navires dont 15 thoniers). Un contrat passé avec une société de Boulogne-sur-mer, la SOPAR, stipulait que les prix étaient «fermes et non révisables». Dans ces conditions le prix de l'inflation doit être pris en charge par les secrétariats de la marine marchande. Pour le premier thonier, aucune difficulté. L'aide est accordée. Mais pour les autres bateaux, elle est refusée.

Ce qui force la SICCNA à déposer son bilan. La liquidation du chantier naval touche 320 travailleurs qui étaient

déjà en chômage technique et au total un millier de personnes dans une ville où le chômage ne cesse de monter vertigineusement.

BESANÇON :

Occupation de l'usine Bost contre les réductions d'horaires

Récemment le patron de l'usine Bost près de Besançon décidait de réduire les horaires dans son entreprise, les faisant passer de 42 heures et demie à 37 heures et demie. Les salaires ouvriers s'en trouvaient ramenés en novembre à 980 F !

Aujourd'hui les travailleurs ont engagé la lutte contre ces inadmissibles réductions d'horaires qui empêchent de gagner de quoi vivre décemment. Ouvriers et employés de bureau unis sont en grève et occupent cette «noble» usine d'outillage qui appartient à la

famille du marquis de Moustier depuis une trentaine d'années.

BAYONNE :

Encore 10 délégués syndicaux inculpés pour fait de grève

Suite à une récente grève avec occupation menée par les travailleurs des Fonderies de Mousserolles (Pyrénées-Atlantique) et constatée par huissier, 10 délégués syndicaux de l'entreprise ont été inculpés.

Le 17 décembre, ils comparaissaient devant le juge des référés de Bayonne sur plainte de la direction des Fonderies pour «atteinte à la propriété privée et entrave à la liberté du travail». Le juge s'étant donné 3 jours pour rendre son ordonnance, le verdict devrait être connu aujourd'hui 20 décembre.

ALBANIE :

QUE S'EST-IL DONC PASSE A KEMISHTAJ ?

Le 11 septembre, 250 femmes, paysannes de la coopérative de type supérieur de Kemishtaj, région de Myseqe, écrivent à la fin d'une réunion une lettre adressée au camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du travail d'Albanie (PTA). Elles lui expliquent les succès obtenus dans la production et la confiance qu'elles ont en l'avenir.

Le 22 septembre, Enver Hoxha leur répond dans une lettre. Il les félicite et appelle tous les travailleurs de l'agriculture et tous les travailleurs du pays de façon générale à prendre exemple sur Kemishtaj :

Avant la Libération (novembre 44), l'Albanie était le pays le plus arriéré d'Europe et la Myseqe, la région la plus reculée de l'Albanie. Sous le régime féodal d'alors, la région était en majorité recouverte de marais et infestée de malaria. Il y avait pour toute la région un seul infirmier. Sur les quelques terres cultivées en monoculture poussaient quelques quintaux de maïs. Le paysan ne possédait rien : ni terre, ni même la cabane de terre et de branches dans laquelle il habitait. 96 % de la population était analphabète. Les paysans aiment à raconter aujourd'hui, comme exemple de la tyrannie de cette époque, l'exemple de la cheminée : les paysans n'avaient pas le droit d'avoir une cheminée à leur cabane ! Ce droit était très strictement réservé au seigneur féodal ; c'était un signe de richesse... Le féodalisme dans ce qu'il a de plus rétrograde.

Cette époque n'est pas bien loin. Il n'y a que 30 ans de cela. Aujourd'hui, la coopérative de Kemishtaj regroupe 2 500 personnes qui ont à leur disposition : une école, une crèche, une polyclinique, une maternité, des magasins, l'essentiel du confort ménager. Le marais fut asséché dès la Libération, et il n'y a plus de malaria. L'analphabétisme est disparu depuis longtemps : 80 % des paysans ont suivi l'école secondaire agricole de la coopérative où il y a aussi une école primaire.

Précisons enfin que le travail du coton et du maïs est mécanisé à 50 % et celui du blé à 100 %. Qu'il y a à Kemishtaj 14 tracteurs lourds et 13 tracteurs légers, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines et une équipe de 120 spécialistes qui travaillent directement à la production et sont tous des fils et des filles de la coopérative-même.

Pour le peuple albanais, Kemishtaj, qui est partie de moins que rien est l'exemple même de cette agriculture socialiste qui avance à grands pas, et assure le bonheur des travailleurs.

COMMENT ON EN EST ARRIVÉ LÀ

Quand après avoir procédé à la réforme agraire — la terre distribuée à ceux qui la travaillent — le parti créa la première coopérative agricole (1946), peu de paysans étaient convaincus du bien-fondé de cette initiative qui apparemment allait leur enlever la propriété de leur travail et leur liberté. La coopérative de Kemishtaj ne fut créée qu'en 1959, soit 13 ans après et elle ne passa au stade de coopérative de type supérieur qu'en 1973 (1). Mais la vie prouva que, comme le dit le camarade Enver Hoxha, la coopérative permet plus de ren-

dements pour moins de fatigue (2). La coopérative rendit le travailleur encore plus maître de son travail : direction collégiale élue ; Assemblée générale de décision deux fois par an, regroupant tous les coopérateurs ; organisation en brigades de production — et permit d'utiliser largement les techniques de production et la science agricole. Les travailleurs de la terre commencèrent alors à acquérir un statut social proche de celui du travailleur de l'usine, de l'ouvrier : congés payés, sécurité sociale, horaires fixes, congés de maladie, retraite... comme c'est le cas dans les fermes d'État.

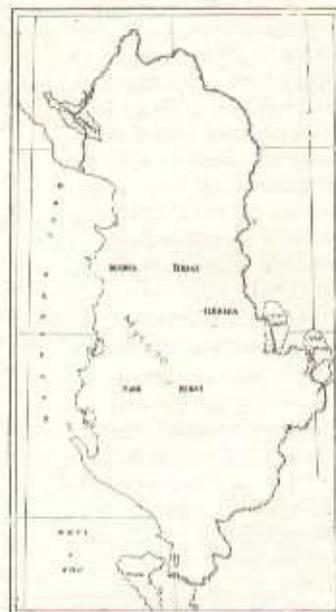
Mais la plus grande victoire du socialisme c'est la formation de l'homme nouveau de la société socialiste. Le paysan albanais est devenu, sous la direction du parti, un bâtisseur du socialisme, doté d'une idéologie qui lui permet de surmonter toutes les difficultés. L'exemple le plus frappant à Kemishtaj c'est celui de la femme albanaise et de la place qu'elle prend dans tous les domaines de la vie. Avant la Libération, la femme de la Myseqe était mariée (dès l'âge de 14 ans parfois) à un homme qu'elle ne connaissait pas (et parfois trois fois plus vieux qu'elle). Son rôle se réduisait à faire des enfants, les nourrir,



Le 23 septembre la presse albanaise publie la lettre du camarade Enver Hoxha. Ici de jeunes paysannes de Kemishtaj lisent le «Zeri i popullit» (La voix du peuple), organe central du PTA.

tenir le ménage et aller à l'église. Si elle travaillait, ce n'était que dans les travaux subalternes. Les femmes les plus marquées par la religion étaient voilées. Depuis la Libération la femme albanaise est l'égal de l'homme, dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Les paysannes de Kemishtaj le disent elles-mêmes dans leur lettre à Enver Hoxha : «le mérite d'avoir atteint de tels résultats revient en premier lieu à la direction du parti». C'est la société de dictature du prolétariat, garantie par la classe ouvrière et son parti marxiste-léniniste, qui permet de telles transformations, humaines, sociales et économiques.



LA PORTÉE DE KEMISHTAJ

La portée de Kemishtaj dépasse le cadre de l'Albanie. Prenons un exemple important : celui du blé. En 1960, les révisionnistes de Moscou se mirent à exiger que l'Albanie ne produise plus de blé. A grand renfort de chiffres ils prétendirent que la terre ne se prêtait pas à cette culture et que le relief était trop montagneux (3). Leur but était de se servir du blé pour imposer leur politique à l'Albanie : si tu ne suis pas ma politique, tu n'as pas de blé... Le PTA, avec à sa tête Enver Hoxha, refusa de jouer ce jeu. Le parti s'en tient au principe «compter sur ses propres forces». La proposition soviétique était une exigence de nature impérialiste. L'URSS organisa alors le blocus de l'Albanie, parallèlement aux grandes puissances impérialistes occidentales. Aujourd'hui l'Albanie avance toujours plus dans la réalisation du mot d'ordre du Parti du Travail : «Rendre les collines et les montagnes aussi fertiles que les plaines».

Le camarade Enver Hoxha déclare dans sa lettre : «L'édification du socialisme et la défense de la patrie exigent que l'on produise encore plus de céréales planifiables, que l'on assure le pain dans le pays-même ; et cela non seulement pour aujourd'hui, mais encore pour créer des réserves». Dans la situation de tension actuelle, ces paroles revêtent une grande signification ; elles montrent combien la lutte pour une agriculture indépendante et nationale est liée à la lutte pour la défense de la patrie et pour le socialisme.

(1) — Il ya en Albanie trois types de coopératives agricoles : la coopérative simple, la coopérative de type supérieur (avec une large participation de l'Etat) et la ferme d'Etat (propriété d'Etat, c'est la forme la plus avancée).

(2) — Nous parlons ici bien sûr de coopératives en régime socialiste, après la révolution prolétarienne, quand l'Etat est au service des travailleurs.

(3) — Les deux tiers du territoire albanais ont une altitude de 300 à 2 700 mètres.

EN ALBANIE, RECONSTRUCTION RAPIDE APRES LE SEISME DU 22 NOVEMBRE

— d'après l'agence télégraphique albanaise —

Le 22 novembre dernier, un séisme important devait toucher le district de Saranda en Albanie. Beaucoup de constructions devaient être détruites, ainsi que de nombreux travaux d'infrastructure des champs.

Le Parti du travail lança un appel aux volontaires dès le jour de la calamité naturelle et l'État annonça que tous les frais occasionnés seraient pris à sa charge. Aujourd'hui près d'un mois après, l'essentiel des travaux de reconstruction est achevé.

On trouve des bâtisseurs et des camions non seulement des districts voisins de Gjirokastra, Vlora, Telepena mais encore de Korca, Berat, Fieri, Lushnja, Durres, Tirana, Librazhd et de régions encore plus reculées du Nord comme Shkodra, Dibra, etc.

La recommandation du Comité central du Parti et du camarade Enver Hodja contenue dans la lettre adressée à la population de ces villages et la décision du conseil des ministres que toutes les maisons détruites ou endommagées par le tremblement de terre soient reconstruites et réparées entièrement dans le courant du mois de décembre ont accentué encore plus l'esprit de mobilisation dans les rangs des travailleurs qui œuvrent partout à cadence

accélérée. Voilà ce qui se passe en Albanie. Lorsqu'une contrée du pays, aussi petite soit-elle, est frappée par une calamité, toute la population se dresse avec le parti pour aider ceux qui en ont été touchés. Dans les pays capitalistes il faut de longues années pour effacer les séquelles de telles calamités tandis qu'en Albanie socialiste où le peuple est au pouvoir, en cas de calamités les gens de chez nous se donnent la main et les séquelles sont vite liquidées. Et ce qui est important c'est que tous les frais pour liquider les suites du séisme sont couverts par l'État. C'est ce qui est arrivé dans les districts de Dibra et de Librazhd en 1967, dans les districts de Berat, Telepena et Skapari plus tard où les dom-

mages du séisme furent liquidés dans une période extrêmement courte, c'est ce qui se passe maintenant à Saranda où aux côtés des sinistrés s'est immédiatement porté le Parti, tout le peuple.

Nombreux sont les bâtisseurs qui se sont rendus là, provenant des districts touchés par des tremblements de terre précédents et qui avaient bénéficié à l'époque de leur détresse de l'aide apportée par tout le pays et par le district de Saranda également. Dans ces chantiers de construction se raffermît la solidarité fraternelle et militante entre des camarades luttant pour l'idéal dans l'esprit duquel le Parti a éduqué le peuple albanais tout entier et est mis en œuvre le slogan militant «un poir tous, tous pour un» qui est devenu le leitmotiv des travailleurs albanais dans la vie et le travail.

Un quartier entièrement neuf y a été construit, outre les constructions effectuées dans les autres quartiers. Afin d'éterniser la solidarité fraternelle les habitants du village

ont donné à ce nouveau quartier le nom «Le volontaires». Le nouveau quartier a déjà pris sa forme définitive. Parmi les bâtisseurs on voit aussi des étudiants de la dernière promotion de la faculté d'ingénierie de l'université de Tirana. Bien qu'ils venaient justement de terminer leur mois de travail manuel, à l'annonce du tremblement de terre et des dégâts qu'il avait causés, les étudiants se sont immédiatement rendus dans les régions touchées pour venir en aide à leurs frères qui en ont été touchés. Ils ont décidé de remettre à plus tard la fin des études, en raccourcissant les vacances, pour que leur initiative d'apporter leur contribution au district de Saranda ne touche pas à l'accomplissement du programme prévu.

Grâce à la mobilisation et à l'esprit révolutionnaire de tous les bâtisseurs, en quelque deux semaines dans la région touchée par le séisme ont été restaurées ou construites des centaines de logements. Il y a des villages où les travaux ont pris fin.

D'APRES L'INSEE :

Chômage et inflation s'accroîtront au début 1976

Alors que Fourcade, ministre des Finances et de l'Économie, vient de réaffirmer que l'économie capitaliste suivait actuellement une pente ascendante et que «la fin du tunnel» était proche, le très officiel Institut national des statistiques vient de faire connaître dans ses «notes semestrielles de conjoncture», que le risque d'accroissement de l'inflation et donc du chômage était bien réel pour les premiers mois de 1976. Cette progression serait due à l'augmentation artificielle de la masse monétaire, gonflée par le «plan de relance», mais ne correspondant pas à une réelle reprise des activités productrices.

Par ailleurs, le commerce extérieur qui jusqu'à présent a largement été favorable au redémarrage de la production, risque de jouer désormais dans le sens inverse pour les prochains ; les exportations qui avaient contribué au rééquilibrage de la balance des paiements (rapport en-

tre la monnaie rentrant en France et celle la quittant), en faiblissant, devraient renforcer la tendance à l'inflation, indique l'INSEE : 2,5 milliards de déficit prévus pour 1976.

Demande étrangère

Ainsi d'après les derniers chiffres de l'OCDE, le produit national brut prévisible pour 1976 serait de : USA, 4 % ; RFA, 3 % ; Italie, 3,2 % ; Grande-Bretagne, 0 % ; ensemble OCDE, 4 %. En bref, cela signifie que la demande étrangère des autres pays capitalistes ne sera pas forte et même en baisse.

Production

Les capacités actuelles de production sont utilisées à 84 %. Mais depuis juin dernier, on ne compte plus les faillites qui se sont multipliées, ainsi que les concentrations et les regroupements. En octobre 1975, l'indice de la production était de 111 (indice 100 en 1970), pour 122 en octobre 1974.

Consommation

La consommation alimentaire et vestimentaire, c'est-à-dire celle qui concerne l'ensemble des travailleurs, stagne.

Seule la consommation de biens d'équipement concernant le secteur industriel et commercial est en légère hausse du fait de l'argent investi par le plan de relance.

Prix

Les prix de l'acier atteindront 30 % pour les tout premiers mois de 1976, ainsi que pour l'aluminium. Le blé et les produits agricoles dérivés sur le marché international, du fait des achats massifs de l'URSS, devraient s'élever en France de près de 8 % en général, et de 12 % au niveau des prix de détail.

1976 - DÉCEMBRE - 24 QUINZAINE - N° 11 - PRIX : 0,90 F

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



La nouvelle formule de «La Faucille» vient de paraître pour la deuxième quinzaine de décembre.

Ce journal sortira désormais tous les premier et troisième mercredi de chaque mois.

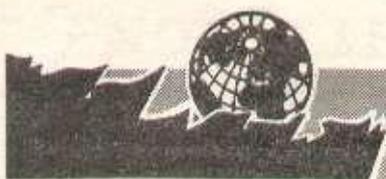
Il comporte de nombreux articles d'actualité sur les luttes paysannes en France et les questions agricoles et alimentaires en France et dans le monde.

Une partie est également consacrée à des articles de synthèses sur ces différents sujets.

Son prix est de 0,70 F. L'abonnement pour un an est jusqu'à présent de 15,00 F.

Vous pouvez passer vos commandes directement à l'Humanité rouge, BP 293, 75866 Paris Cedex 18, en mentionnant «pour La Faucille».

Le prochain numéro sortant début janvier, envoyez dès maintenant votre correspondance.



ARGENTINE: Tension accrue entre l'armée et le gouvernement

Depuis la mort du vieux leader justicialiste Juan Peron, l'Argentine est secouée par une crise sociale et politique qui n'en finit pas. Sa veuve, Isabelle Peron, devenue présidente de l'État, et le gouvernement aux mains du parti justicialiste, s'efforcent, tant bien que mal, de poursuivre la politique péroniste basée sur une nette volonté d'indépendance de la bourgeoisie nationale argentine. C'est cette volonté frondeuse vis-à-vis des USA qui avait abouti à la chute de Peron dans le passé, du fait des intrigues de la CIA contre sa politique.

Mais l'Argentine est un véritable carrefour de contradictions qui rendent cette politique extrêmement difficile pour le parti justicialiste, encore majoritairement soutenu par la puissante CGT argentine. Contradictions sociales d'abord : l'Argentine est un des pays les plus industrialisés d'Amérique latine et aussi l'un des grands exportateurs de viande. Les répercussions de la crise économique mondiale du capitalisme se font donc actuellement sentir, affectant le niveau de vie du peuple.

Dans sa politique d'indépendance, le parti péroniste se voit simultanément attaqué sur sa « droite » et sur sa « gauche ». En son sein même, en effet, s'opposent les tenants d'une inféodation à l'impérialisme américain et ceux d'une soumission au social-impérialisme russe. De l'intérieur, chacun s'efforce de faire pression sur le gouvernement péroniste. Leur action est renforcée par des appuis extérieurs : une bonne partie de l'armée se

trouvant sous une influence proaméricaine tandis qu'une subversion permanente, animée par des éléments trotskistes tels l'ERP (Armée républicaine populaire) mine le pays au bénéfice de l'influence sociale-impérialiste. L'URSS est en effet, de longue date, solidement implantée dans le pays où elle bénéficie d'appuis politiques puissants.

L'Argentine se voit ainsi menacée en permanence d'une guerre civile qui ne bénéficierait en rien aux intérêts du peuple, puisqu'elle opposerait, par Argentins interposés, les deux superpuissances américaine et soviétique. C'est ce qui explique la ferme déclaration que la présidente vient d'opposer aux mutins de l'armée de l'air qui se sont emparés des principales bases aériennes du pays : « Ou bien notre pays mettra fin aux coups d'État, ou bien les coups d'État mettront fin à notre pays ».

Les mutins, manifestement inspirés par l'impérialisme américain, semblent avoir échoué dans leur aventure, l'armée de terre comme la marine ayant refusé de les suivre dans cette voie, malgré les tentatives d'intimidation que constitue le survol épisodique du palais présidentiel par des bombardiers aux mains des putschistes.

La CGT argentine, après avoir déclaré un état de mobilisation générale des sept millions de travailleurs du pays pour appuyer le régime d'Isabelle Peron, se déclare prête à une grève générale illimitée si les mutins ne rendent pas les armes immédiatement.

ANGOLA: Le sommet extraordinaire de l'OUA se tiendra début janvier

L'âpre débat qui vient d'opposer les deux chambres du congrès américain à la Maison Blanche à propos de l'aide financière fournie aux deux mouvements angolais FNLA et UNITA marque bien l'ampleur du « traumatisme vietnamien » subi par les députés et les sénateurs. En faisant allusion à une possibilité de « vietnamisation » du conflit angolais, ceux-ci s'élevaient moins contre le principe d'une aide financière que contre le fait qu'elle soit élaborée et décidée dans le plus grand secret, et ils exigeaient essentiellement un débat public sur la politique américaine en Angola.

Ford leur a vivement expliqué que « ce problème en Angola n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais celui de l'utilisation des forces armées. La seule question est la fourniture de faibles quantités d'aide pour faire face à l'intervention de deux puissances non africaines, l'URSS et Cuba ». Certes, c'est pour sa propre domination qu'il défend ainsi son budget d'intervention dans les affaires intérieures de l'Angola. Mais il est évident que, dans ce pays aussi, c'est l'URSS qui se montre la plus agressive. 400 conseillers soviétiques seraient ainsi installés à Luanda pour initier les forces armées du MPLA au maniement des stocks d'armes sophistiquées que les Russes débarquent massivement.

5 000 Cubains combattent également aux côtés du MPLA, fait reconnu publiquement à l'ONU par le porte-parole de ce dernier mouvement. Le gouvernement de Trinidad et Tobago, après celui de la Barbade, vient d'ailleurs d'interdire aux avions cubains transportant des troupes pour l'Angola de faire escale sur son territoire.

Au cours d'une récente conférence de presse, Jonas Savimbi a, de son côté, à nouveau dénoncé l'intervention soviétique et la présence de troupes sud-africaines en Angola. « Ces troupes opèrent contre notre volonté », a-t-il réaffirmé.

Enfin on vient d'apprendre que le « sommet extraordinaire » de l'OUA sur l'Angola se réunira à Addis-Abeba du 10 au 12 janvier prochain. Cette rencontre des chefs d'État africains sera précédée d'une réunion du Conseil des ministres de l'OUA les 8 et 9 janvier. Ces négociations seront certes difficiles pour l'unité angolaise et africaine. Mais ainsi que l'écrivait récemment l'organe central du Parti communiste chinois, « le Quotidien du peuple », : « Il est naturel qu'il existe des discordances entre les organisations de libération angolaises et il serait possible de les réduire par des négociations pacifiques. Une attitude correcte consiste à encourager ces organisations à s'unir dans leur combat commun ».

PORTUGAL : LES GÉNÉRAUX FABIAO ET CARVALHO RETROGRADÉS

Les généraux prosoviétiques Carlos Fabiao, ex-chef d'état-major de l'armée de terre (proche du PCP) et Otelo de Carvalho, ex-commandant de la région militaire de Lisbonne (proche du FUR) ont été rétrogradés aux rangs qu'ils occupaient dans l'armée avant le 25 avril 1974, vient d'annoncer le Conseil de la révolution.

Par cette première sanction qui stigmatise la part qu'ils ont prise dans la tentative de putsch militaire d'avril dernier, Fabiao redevient lieutenant-colonel d'infanterie et Carvalho commandant d'artillerie.

TUNISIE : GREVE GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS

L'agitation a repris à la faculté des lettres de Tunis à la suite de la condamnation de cinq étudiants qui avaient pris part, mercredi dernier, à l'occupation du bureau du doyen. Les condamnations qui les frappent pour ce simple fait sont très lourdes : certaines atteignent 7 ans de prison.

Les étudiants occupant le bureau du doyen avaient déchiré des portraits de Bourguiba et brûlé des dossiers. L'essentiel de leurs revendications portait sur la contestation de la représentativité de l'Union générale des étudiants, à la solde de Bourguiba.

Pour protester contre ces sanctions, une grève générale des cours était observée par les étudiants de toutes les facultés et écoles supérieures de Tunis.

PALESTINE : NAPLOUSE EN CERCLÉE PAR LES TROUPES SIONISTES

La ville de Naplouse, en Cisjordanie occupée, est encerclée par les forces israéliennes qui ont isolé la ville des autres régions de la rive occidentale du Jourdain, vient d'annoncer l'agence palestinienne d'information « Wafa ».

Les commerçants de cette ville ont observé une journée de grève, tandis que les patrouilles militaires sionistes étaient renforcées pour empêcher toute nouvelle manifestation.

En dépit de ces mesures, de nouvelles manifestations étudiantes viennent de se produire à Naplouse. Au cours de heurts avec la police sioniste, celle-ci a ouvert le feu sur les étudiants en blessant un certain nombre. Cette répression n'a pas empêché les drapeaux palestiniens de flotter et les slogans favorables à l'OLP d'être scandés.

MOZAMBIQUE : UN COMLOT ECRASE

À la mi-décembre, le président Samora Machel lançait une vigoureuse attaque contre la corruption, appelant à une épuration au sein de l'administration et du FRELIMO.

Quelques éléments qui s'étaient sentis directement visés par ce discours ont tenté de fomenter une rébellion militaire contre le président du FRELIMO. Leur aventure a tourné court et le calme règne à nouveau dans la capitale Lourenço-Marques. Le président Samora Machel l'a lui-même confirmé en appelant tous les Mozambicains à maintenir la révolution au service de la cause populaire, à consolider les bases économiques de la vie nationale et à s'en tenir aux règles de la lutte des classes.

PROFONDE TRISTESSE PARMIS LES COMMUNISTES AUTHENTIQUES DU MONDE ENTIER

De nombreux télégrammes ont été envoyés par des dirigeants de partis marxiste-léninistes du monde entier. C'est ainsi que le camarade Enver Hodja, secrétaire général du Parti du Travail d'Albanie a envoyé un message dans lequel il écrit notamment :

« Dans les jours où nos deux partis ont mené, côte-à-côte, une lutte courageuse acharnée contre le révisionnisme khrouchtchevien, et en particulier lors de la Conférence de Moscou en 1960, notre parti a pu mieux apprécier quel vaillant combattant était le camarade Kang Cheng. Face aux attaques contre-révolutionnaires déclenchées par les révisionnistes soviétiques et leurs suivants, il a su sauvegarder, par le courage, la perspicacité et la ferveur révolutionnaire qui lui étaient propres, la pureté de la doctrine marxiste-léniniste, la ligne correcte du Parti communiste chinois et la pensée-maotsetoung.

« Le camarade Kang Cheng était un grand théoricien marxiste et un combattant internationaliste inflexible. Il était l'ami respecté du peuple albanais et du Parti du Travail d'Albanie. Il a consacré toutes ses forces au renforcement de l'amitié internationaliste indestructible qui unit nos deux partis, nos deux peuples et nos deux pays. Les communistes et le peuple albanais se souviendront avec un profond respect du bien-aimé camarade Kang Cheng. A la tribune du

"5^e Congrès" de notre parti, il avait donné lecture, au nom du grand Parti communiste chinois, du message de félicitations de portée historique adressé par le camarade Mao Tsé-toung au Parti du Travail d'Albanie et au peu-

Les dirigeants du Parti et du gouvernement de Corée, le Comité central du Parti des travailleurs du Vietnam, Nicolas Ceaucescu, secrétaire général du Parti communiste roumain, ont également adressé des messages.



En 1967 Jacques Jurquet, à la tête d'une délégation du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste), se rendait en Chine à l'invitation du Comité central du Parti communiste chinois. Il fut accueilli une nouvelle fois par le camarade Kang Cheng. Le camarade Kang Cheng comme à son habitude témoigne une joie profonde qui reflétait la sincérité de ses sentiments de classe prolétariens et internationalistes.

ple albanais, dans lequel il nous transmettait son affection chaleureuse et sa cordiale sympathie. Le nom du camarade Kang Cheng restera gravé pour toujours dans le cœur des communistes albanais.

Signalons enfin un télégramme du camarade Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal et un message du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

RAPPELONS LES FAITS (Suite de la page 1)

La 46^{ème} conférence ministérielle se tenait à Vienne lorsque vers 12 heures le 21 décembre des coups de feu se firent entendre dans l'immeuble de la conférence. Bientôt on apprenait qu'un commando détenait en otages dix des treize ministres de pays producteurs de pétrole participant à la réunion ordinaire de l'OPEP. Ce commando agissant selon des méthodes étrangères à d'authentiques révolutionnaires s'est réclamé d'un prétendu « BRAS DE LA RÉVOLUTION ARABE ».

Dans un communiqué adressé au bureau de l'agence France-press à Genève les membres du commando cherchent à diviser les pays arabes suivant un principe cher à l'impérialisme et au social-impérialisme.

Le commando prétendant parler au nom du peuple palestinien, l'Organisation de libération de la Palestine n'a pas tardé à intervenir avec force pour dénoncer cette action comme une tentative pour briser « la solidarité du tiers monde dans sa lutte pour la réalisation de ses justes revendications par l'établissement de relations économiques, sur un pied d'égalité avec les pays industrialisés ».

« Cette opération », a dit M. Farouk Kaddoumi, membre du Comité exécutif de l'OLP, et chef du département politique de l'OLP, est dirigée contre les membres arabes de l'OPEP qui défendent leurs droits et veulent contrôler la totalité de leurs richesses nationales ».

Enfin on apprenait dimanche soir que le chef du commando s'appellerait Carlos, le fameux vénézuélien probablement agent du KGB russe qui fit parler de lui en France en juin dernier.

Si cette information se confirmait on se trouverait devant une opération montée par les services spéciaux social-fascistes pour diviser les pays arabes, attaquer le tiers monde et semer le trouble en Europe de l'Ouest.

Une affaire importante à suivre...

Renault-Billancourt : 150 TRAVAILLEURS EN GREVE

L'atelier 7477 (c'est-à-dire tout le 1^{er} étage du Bas-Meudon) en équipe B a cessé le travail vendredi soir, après la pause de 21 h 40.

Tous les ouvriers et ouvrières, sans exception (soit 150 travailleurs) ont décidé la grève : contre l'augmentation des cadences ; contre les brimades et humiliations qu'inflige le contremaître Brun depuis sa mutation au Bas-Meudon (puisque son déplacement avait déjà été demandé par les ouvriers de l'Ile Seguin, il y a un an) ; contre les quarts d'heure enlevés pour 1 mn de retard ;

Suite de l'éditorial

Ce fut encore lui qui nous expliqua combien son parti avait toujours accordé une importance considérable, à l'exemple de Lénine, aux cellules d'entreprise. Comment n'en aurions-nous pas dégagé de précieuses leçons pour notre propre activité ? La dernière fois que nous l'avons rencontré, figurait dans notre délégation un jeune camarade qui avait fait quelques mois plus tôt une thèse sur les problèmes de stratégie et tactique militaire chez Mao Tsé-toung (thèse universitaire). L'apprenant, le camarade Kang Cheng lui posa quelques questions, puis se lança dans un long exposé tout aussi passionnant qu'improvisé pour nous expliquer que ces écrits du président Mao devaient être étudiés non seulement du point de vue militaire mais aussi du point de vue philosophique. Il nous montra ce qu'il y avait d'indissociable entre ces deux caractères.

Nous n'oublierons jamais le camarade Kang Cheng, éminent dirigeant du Parti communiste chinois toujours aux côtés du président Mao Tsé-toung.

Comme l'indique la notice nécrologique rendue publique par le Comité central du Parti communiste chinois, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et le Conseil des Affaires d'État : « Le camarade Kang Cheng était un membre d'élite du Parti communiste chinois, un grand combattant révolutionnaire du peuple chinois, un théoricien marxiste et un des dirigeants éminents du parti et de l'État (...) Que soit éternel le camarade Kang Cheng, grand révolutionnaire prolétarien du peuple chinois et glorieux militant dans la lutte anti-révionniste ! »

En tant que communistes marxistes-léninistes de France, nous nous associons respectueusement et solennellement au deuil du peuple frère chinois, et de son grand Parti communiste dirigé par le président Mao.

A L'ATTENTION DE TOUS NOS LECTEURS

En raison des journées fériées lors des fêtes de Noël et du jour de l'An, il n'y aura pas d'éditions de l'Humanité rouge datées des vendredi 26 et samedi

27 décembre 1975 ainsi que des vendredi 2 et samedi 3 janvier 1976. Par contre nous pensons pouvoir lancer l'Humanité rouge, nouveau format, dès le 5 janvier 1976.